Mikhaïl Terechtchenko [1886-1956], industriel du sucre et ministre des Affaires étrangères au sein du dernier gouvernement provisoire, ne bavardait pas lorsqu'il demanda au marin qui l'escortait en prison après la prise du palais d'hiver : *«comment allez-vous vous en sortir sans l'intelligentsia?»*[1] Cette question porte, en fait, sur un processus clé de la révolution de 1917: la prise de distance croissante de l'intelligentsia, en particulier la fraction de cette dernière qui se qualifiait de «démocratique» ou de «socialiste», envers la classe laborieuse[2]. Les historiens se sont relativement peu penchés sur cet aspect important de la révolution. Cela s'explique sans doute par la visibilité de*l'intelligenty* aux sommets du parti bolchevique, au sein de son comité central. A tous les niveaux du parti – villes, districts, lieux de travail –, les membres de l'intelligentsia étaient pourtant rares: en 1917, de manière écrasante, la composition sociale et l'orientation politique du parti bolchevique étaient prolétariennes.

Ce processus de distanciation plongeait toutefois ses racines à l'époque de la révolution de 1905, si ce n'est même avant. Il fut, brièvement, inversé par la révolution de Février, qui, pour un court instant, créa une atmosphère d'unité nationale. Mais l'éloignement mutuel réapparut bientôt, en force, atteignant son point culminant lors de la révolution d'Octobre. Cette dernière était soutenue massivement par les travailleurs et travailleuses alors que l'intelligentsia, y compris ses éléments de gauche, y fut profondément hostile.

Dans son usage populaire contemporain, le terme *intelligent* désignait une personne gagnant (ou envisageant de gagner, comme par exemple un étudiant) les moyens de son existence dans l'exercice d'un emploi qui nécessitait au moins un diplôme de l'enseignement secondaire. Par exemple, lorsqu'en avril 1917 le personnel supérieur de l'office de poste de Petrograd décida de former son propre syndicat, en réaction aux aspirations égalitaires du Syndicat des employés des postes et télégraphes, il décida de le baptiser *«bureau organisateur provisoire des employés* Intelligentnykh *de l'office de poste central de Petrograd et de ses succursales»*, soulignant l'importance de l'*«éducation, pour laquelle vous avez consacré au moins un quart de votre existence»*, prenant ainsi leurs distances envers les membres du syndicat existant, composé de personnes *«qui ne peuvent pas même orthographier correctement leurs noms»*[3]. De son côté, V. M. Levin, un socialiste révolutionnaire de gauche (SR), membre du soviet central des comités de fabrique de Petrograd, relevait en décembre 1917 que *«les gens qui ont eu la bonne fortune de recevoir une éducation scientifique abandonnent le peuple* […] *Au sein de ce dernier, croît instinctivement une haine envers les personnes instruites, envers l'intelligentsia»*[4].

Au-delà de cette définition populaire, sociologique, le terme comportait également une dimension morale et politique: l'intelligentsia désignait les personnes préoccupées par les «questions maudites», par le destin de la Russie. Le sociologue Pitirim Sorokin, secrétaire personnel de Kerenski en 1917, faisait référence à l'intelligentsia comme étant les *«porteurs de l'intelligence et de la conscience»*[5]. Bien que la plupart de ces derniers étaient des libéraux, ou même se situaient encore plus à droite, et qu'ils s'identifiaient avec les intérêts et la vision du monde des classes possédantes (la «société censitaire»), le terme*intelligentsia* comportait néanmoins une nuance certaine de service au peuple qui travaille.

Historiquement, cet élément correspondait à une certaine réalité. Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, un segment significatif de la fraction politiquement active de l'intelligentsia s'était opposé à l'autocratie et, bien qu'il s'agît seulement d'une minorité de la population éduquée, elle tendit à donner le ton à l'ensemble du groupe social. La

principale tâche politique qu'il s'assigna était celle de combler le gouffre le séparant du peuple encore endormi, qu'il souhaitait éveiller dans un combat contre l'autocratie. L'intelligentsia, dans son ensemble, accueillit favorablement la révolution de Février.

Un examen plus approfondi de la période d'avant 1917 révèle une image plus complexe. Car, suite à la révolution de 1905, l'intelligentsia glissa vers la droite, un virage qui était particulièrement marqué au sein de l'intelligentsia jusqu'alors socialiste. Un signe de ce changement, largement discuté à l'époque, fut la publication en 1909 de la collection de [sept] articles, intitulée *Vekhy* [Jalons], par un groupe d'intellectuels, dont certains avaient été marxistes[6]. Le recueil de textes critique le matérialisme et le radicalisme de l'intelligentsia russe. Dans son étude du Parti socialiste-révolutionnaire, le parti paysan de Russie, l'historien Oliver Radkey parle de la:

> «métamorphose de […] l'intelligentsia populiste des insurgés qu'ils étaient en 1905 aux démocrates blasés de la période entre les deux révolutions [de 1905 et 1917] puis en fervents patriotes, partisans de l'Entente ainsi qu'en dévots du culte de l'Etat au cours de la guerre […] Ils s'agrippèrent au vieux label SR, même si l'ancienne foi n'existait plus, au-delà d'un résidu d'intérêt pour la libération politique […]»[7].

Un processus similaire de «fuite de l'intelligentsia» s'observait dans les partis sociaux-démocrates[8]. Leopold H. Haimson a découvert que la correspondance privée des dirigeants menchéviques au cours des années 1909-1911:

> «est remplie de déclarations de découragement […] au sujet du retrait massif des préoccupations politiques et sociales qui semblait avoir accompagné l'abandon de la lutte clandestine par l'intelligentsia radicale. La plupart des membres du parti, suggèrent en fait ces lettres, s'étaient retirés des activités de parti et étaient entièrement absorbés par la lutte ordinaire, bien qu'ardue, qui consistait à reprendre une existence quotidienne normale[9]».

L'aile bolchevique de la social-démocratie russe, qui en vint à dominer le mouvement ouvrier au cours des années d'immédiat avant-guerre marquées par le renouveau des luttes ouvrières, c'est-à-dire lors de la période de récupération de la défaite de 1905 et de la réaction qui suivit, connut un phénomène semblable. Les mémoires rédigées [des années plus tard] par des travailleurs [bolcheviques] documentent leur sentiment d'avoir été trahi par l'intelligentsia bolchevique. A. S. Chliapnikov, un ouvrier métallurgiste et dirigeant de premier plan du parti, écrivit au sujet du «reflux», qui avait débuté en 1906-7. Le nombre d'intellectuels au sein du parti de Petersburg était si faible qu'il y avait à peine assez de «forces littéraires» pour répondre aux besoins de la fraction bolchevique à la Douma d'Etat et à ceux des journaux quotidiens du parti:

> «A la place des *raznochintsy-intelligenty* [le permier terme désigne les personnes n'appartenant pas à l'aristocratie], des jeunes étudiants, est apparu une intelligentsia de travailleurs, aux mains calleuses et une intelligence vive ainsi que des liens permanents avec les travailleurs[10].»

Kiril Orlov (Ivan Egorov), un autre métallurgiste de Petersburg, membre du Comité bolchevique de cette ville au cours de la guerre, se souvenait:

> «Pendant la guerre, on ne trouvait aucun membre de l'intelligentsia du parti parmi les membres du Comité de Petersburg. Cette dernière vivait une existence totalement séparée, quelque part en ville, nichée autour de Maxime Gorki. Mais ni le prolétariat, ni ses quartiers ne les ont vus. Nous avions le sentiment que, nous, les prolétaires, étions seuls. Il n'y avait pas même une personne disponible pour rédiger un petit pamphlet ou un texte d'appel. Ils s'asseyaient tous les bras pliés, affligés et fuyaient le travail illégal, de la même manière que le diable fuit l'encens. Les travailleurs étaient laissés à eux-mêmes[11].

Le sentiment de trahison était même plus fort en province, où l'intelligentsia était moins nombreuse. A. Martsionovskii, un charpentier bolchevique, écrivait:

> «Dans un grand nombre de villes où j'ai pris part au travail illégal, le comité de parti était presque partout composé exclusivement de travailleurs. L'intelligentsia était absente, à l'exception de ceux qui étaient en tournée et qui venaient deux ou trois jours. Au cours des années de réaction les plus difficiles, les travailleurs sont restés presque sans dirigeants provenant de l'intelligentsia. Ils disaient être fatigués, que des jeunes viendraient prendre la relève. Mais, entre-temps, la jeunesse était emportée par l'*artsybashevshchina* [terme dérivé de l'œuvre de l'écrivain Mikhaïl Artsybashev (1878-1927), en particulier de son roman de 1908 intitulé *Sanin* qui, dans le contexte post-1905, met en scène le retrait des engagements sociaux, l'inceste, le suicide.
>
> Ce roman a aussi donné un terme, *saninshchina*, les deux étant utilisé de façon péjorative pour désigner un retrait de l'engagement politique, la fascination pour le suicide et le sexe d'une partie de l'intelligentsia]. Certains cherchèrent de nouveaux dieux, d'autres quittèrent le pays et le reste mena une existence de béotien. Mais c'était au cours de la période qui suivit la destruction de notre organisation. Peu après, les intellectuels décidèrent qu'il n'était pas bon d'être révolutionnaire et ils se consacrèrent activement à la mise sur pied d'un nouveau courant de liquidateurs [sociaux-démocrates qui, suite à la défaite de la révolution de 1905, défendaient l'abandon du travail illégal et de l'organisation clandestine]. Au début de la guerre impérialiste, ils se positionnèrent en faveur de la défense du pays et renièrent leurs slogans fondamentaux, emportant avec eux de nombreux travailleurs qui n'eurent pas encore le temps de réfléchir bien aux choses […]
>
> Nous, les travailleurs dans la clandestinité, devions agir sans le concours de l'intelligentsia, à l'exception de quelques individus. Après la révolution de Février, toutefois, ils se montrèrent, se frappant la poitrine en criant: «nous sommes révolutionnaires», etc. Mais, en fait, aucun d'entre eux n'avait exécuté de travail révolutionnaire, et nous ne les avions pas vus dans la clandestinité.»[12]

Ainsi que l'indique toutefois Martsionovskii, un certain rapprochement entre les travailleurs et l'ancienne intelligentsia de gauche s'opéra dans le sillage de la révolution de Février, au

cours de sa phase de «lune de miel», d'unité nationale. Une fois que la révolution dans la capitale devint un *fait accompli*, les classes possédantes s'y rallièrent alors qu'elles étaient, jusqu'ici, profondément effrayées à la perspective d'une révolution populaire. Ce revirement facilita grandement la victoire de la révolution dans le reste du pays et au front[13]. L'atmosphère idyllique de février s'est révélée toutefois brève. Bientôt, en avril déjà, la polarisation opposant les classes populaires aux classes possédantes se fit à nouveau sentir.

Parmi les travailleurs, plus lentement parmi les soldats, et finalement dans les villages, une conviction commença à prendre de l'ampleur: celle que les classes possédantes étaient opposées aux objectifs démocratiques et contre la guerre porté par la révolution, qu'elles étaient, en réalité, déterminée à écraser la révolution au moyen d'une dictature militaire. Cette conviction s'exprima par un soutien populaire croissant à la revendication d'un transfert du pouvoir politique aux soviets des députés des travailleurs, des soldats et des paysans. En d'autres termes, en faveur d'un gouvernement qui exclurait toute influence des classes possédantes sur la politique, une position défendue par le parti bolchevique. A partir de l'automne 1917, tous les soviets des centres urbains d'une importance quelconque et, de manière croissante, les soldats sur le front, exigeaient la fin du gouvernement de coalition avec les représentants politiques des classes possédantes et le transfert du pouvoir aux soviets. Lors du deuxième Congrès panrusse des députés ouvriers et soldats – qui se tint les 25-27 octobre et mit sur pied un gouvernement des soviets – sur les quelque 650 délégués 390 étaient bolcheviques et 90 appartenaient aux SR de gauche, ces derniers rejoindront bientôt les bolcheviques dans un gouvernement de coalition. Réuni entre le 10 et le 25 novembre, le Congrès panrusse des députés paysans vota également son soutien au gouvernement des soviets.

C'est sur cette toile de fond d'approfondissement de la polarisation de classes, que réapparut l'ancien fossé entre les travailleurs et l'intelligentsia. Lors d'une conférence sur l'éducation des adultes, quelques jours avant l'insurrection d'octobre, A. V. Lounatcharski (qui sera commissaire du peuple à l'éducation dans le premier gouvernement des soviets) présenta un rapport sur l'état de la coopération entre les travailleurs et l'intelligentsia dans le domaine culturel. Il nota que la grande soif de connaissances que l'on rencontrait au sein de la classe laborieuse restait insatisfaite car, *«actuellement, on peut observer que le prolétariat est lui-même isolé de l'intelligentsia* […] *du fait que le prolétariat est passé sous le drapeau de l'extrême-gauche de la démocratie, alors que l'intelligentsia dérive vers la droite.»* Ces propos provoquèrent les protestations des représentants présents de l'intelligentsia. Lounatcharski insista cependant sur le fait que *«ce n'est pas le prolétariat qui est à blâmer, mais l'intelligentsia, qui a adopté une attitude radicalement négative à l'égard des tâches politiques mises en avant par le prolétariat»*[14].

A cet égard, l'étude sur le journalisme russe pour l'année 1917 est très révélatrice, *«de cette physionomie collective qui, jusqu'à récemment, reflétait l'âme de notre prétendue intelligentsia, notre aristocratie spirituelle»*. Elle fut rédigée par V. P. Polonski, un historien et critique littéraire menchevique de gauche, lui-même très critique de la «folie bolchevique» (*sumasbrodstvo*) et du régime soviétique:

> «[…] On aurait de la peine à trouver un autre groupe que l'intelligentsia dont les pensées et les états d'âme aient été plus cruellement dévastés par la révolution.
>
> J'ai devant moi une pile de journaux, de revues, de brochures. Parmi le matériel du moment, on rencontre le plus souvent le vieux thème, le plus sensible pour la

conscience de notre intelligentsia: le thème de «l'intelligentsia et le peuple».

Et, au fil de la lecture, l'image qui émerge est de plus inattendue. Jusqu'à récemment, le type prédominant *d'intelligenty* était celui de l'intellectuel-narodnik [populiste], le bien-pensant, s'épanchant gentiment et avec sympathie sur le sort de notre «petit frère». Mais, hélas!, ce type-là est désormais un anachronisme. A sa place est apparu l'intellectuel malveillant, hostile au moujik, aux travailleurs, à l'ensemble de la masse laborieuse et ignorante.

Les intellectuels contemporains n'aspirent plus, comme auparavant, à combler une sorte d'abîme qui les sépare des moujiks. Au contraire, ils veulent se démarquer du moujik de manière claire et infranchissable […]

Telle est la confusion, de mauvais augure, qui émerge. Elle se manifeste avec une grande netteté en littérature. Dans un grand nombre d'articles consacrés au peuple et à l'intelligentsia, le peuple est présenté sous les traits d'une masse ignare, brutalisée, avide, et débridée – une racaille. Et ses dirigeants actuels comme des démagogues, de misérables nullités, des émigrés, des carriéristes qui ont adopté la devise de l'aristocratie de la vieille France: *après nous, le déluge* […]

Si l'on se souvient ce que les sympathisants et les défenseurs du peuple d'hier ont écrit dernièrement au sujet du «pouvoir de la foule» (*okhlokratia*), l'élément le plus alarmant de notre situation présente devient indiscutable: l'intelligentsia a fait ses adieux au peuple. Les *intelligenty* ont encore juste assez de vernis pour souhaiter bonne nuit à «celui qui souffre tout au nom du Christ, dont les yeux sévères ne pleurent pas, dont la bouche mutilée ne se plaint pas».

Et ce dernier, l'éternel souffrant, n'a eu qu'à se dresser sur ses jambes, à redresser puissamment ses épaules et à prendre une grande inspiration pour que l'intelligentsia perde toutes ses illusions.

Ce n'est ni les excès des journées d'octobre, ni la folie du bolchevisme qui expliquent cela. L'éloignement de l'intelligentsia, la transformation des «populistes» en «partisan du mal», a débuté il y a longtemps, presque au lendemain de la révolution [de février] […].

Les écrivains et les poètes, les essayistes et les artistes (pas tous, bien sûr, mais un très grand nombre) ont tourné le dos au peuple. «Tu t'es dressé sur tes jambes trop tôt. Tu es simplement un barbare. Ton chemin n'est pas le nôtre» […]»[15].

Un processus parallèle d'éloignement de l'intelligentsia se déroula au sein des partis socialistes. Radkey écrit, dans son livre consacré au Parti socialiste-révolutionnaire entre octobre 1917 et janvier 1918, que lorsque les socialistes-révolutionnaires se divisèrent finalement, en septembre 1917, en une aile gauche et une aile droite (cette dernière continuant de soutenir le gouvernement de coalition avec les libéraux, représentants des classes possédantes),

«[…] presque tous les marins et une large majorité des ouvriers et des soldats ont rejoint les SR de gauche, la plupart des intellectuels et des cols blancs sont

> restés où ils étaient, et la paysannerie s'est divisée en deux camps, le principal restant fidèle aux socialistes-révolutionnaires (de droite), mais le plus petit était d'une taille conséquente et en constante croissance […] De tous côtés, on se plaignait d'une pénurie d'intellectuels qui entravait l'activité du nouveau parti. Nicolas Soukhanov le qualifia de parti de la plèbe rurale et le situa à un échelon encore plus bas que les bolcheviques, le parti de la plèbe urbaine[16].»

A la deuxième conférence de Petrograd du Parti bolchevique, en juillet 1917, le dirigeant local V. Volodarski [élu à la Douma de mai, porte-parole connu des bolcheviques qu'il avait rejoint en juillet 1917, de son nom Moisei Markovitch Goldstein, décédé en juin 1918] se plaignait de la *«désertion massive de l'intelligentsia»*, ajoutant:

> «L'intelligentsia, conformément à sa composition sociale, est passée aux défensistes [partisans du gouvernement de coalition sur la guerre] et ne veut pas faire progresser la révolution plus avant. Ils ne se joignent pas à nous et ils adoptent partout une position de résistance aux mesures révolutionnaires prises par les ouvriers[17].»

Quelques semaines plus tard, au sixième Congrès du parti, Volodarski déclara ceci dans son rapport sur l'organisation bolchevique de Petrograd :

> «Le travail est mené par des forces locales issues des masses laborieuses. Il y a très peu de forces *intelligentnye.* Tout le travail organisationnel est réalisé par les travailleurs eux-mêmes. Les membres du comité central participaient peu à notre travail organisationnel. Lénine et Zinoviev – très rarement, car ils étaient occupés à d'autres tâches. Notre organisation a grandi à partir d'en bas[18].

Dans les provinces, l'absence d'*intelligentsy* était encore plus marquée. Le comité central bolchevique était constamment bombardé de requêtes urgentes de province demandant d'envoyer des «forces littéraires», «au moins un *intelligent*». Mais Iakov Sverdlov, le secrétaire du comité central, répondait presque invariablement que la situation dans la capitale était à peine plus enviable et qu'on ne pouvait se priver de personne[19].

Il en résulta que les travailleurs identifièrent de plus en plus les bolcheviks aux travailleurs et les mencheviks et les SR (de droite) aux intellectuels. En juin 1917, par exemple, un journaliste menchevique visita une usine d'emballage de thé à Moscou. Les travailleurs de Moscou étaient politiquement derrière Petrograd, et tous les membres de ce comité de fabrique étaient encore mencheviques à l'exception d'un seul. Lorsque le journaliste demanda à ce dernier pourquoi il n'était pas, comme les autres, menchevik, il répondit qu'il n'appartenait à aucun parti, mais qu'il votait pour les bolcheviks parce qu'*«il y a des travailleurs sur leurs listes. Les mencheviques sont tous des* gospoda [gentlemen] – *des docteurs, des avocats, etc.»* Il ajouta que les bolcheviks se prononçaient en faveur du pouvoir soviétique et du contrôle ouvrier[20]. Le 14 octobre, lors d'une réunion du soviet d'Orekhovo-Zouïevo (une ville de l'industrie textile de la région industrielle centrale), Barychnikov, un travailleur bolchevique de l'endroit, affirma:

> «Du fait que l'idéologie et la politique de la classe ouvrière réclament une

> transformation radicale du système actuel, le rapport de la soi-disant *intelligentsia*, les SR et les mencheviques, vis-à-vis des travailleurs s'est fortement tendu. Par conséquent, il n'existe déjà plus de liens entre nous, et aux yeux de la classe ouvrière ils se sont enfin définis comme des serviteurs de la société bourgeoise[21].»

Alors que les travailleurs se déplaçaient à gauche et qu'ils abandonnaient le soutien antérieur qu'ils avaient offert à la coalition politique avec des représentants de la «société censitaire», les conférences de travailleurs devinrent de plus en plus des affaires plébéiennes. Les conférences de travailleurs devenaient toujours plus des affaires plébéiennes. Un rapport portant sur une conférence du personnel ferroviaire, en novembre 1917, était à cet égard typique: «*absence presque totale de l'intelligentsia. Même le présidium est composé presque exclusivement de la base*»[22]. Cette conférence était convoquée par les travailleurs des dépôts ferroviaires et des ateliers de Moscou et Petrograd en opposition au syndicat panrusse des chemins de fer, qui s'était opposé à l'insurrection d'octobre et au gouvernement des soviets. Ce syndicat, dirigé par des mencheviks internationalistes, comprenait tous les employés des chemins de fer, y compris les travailleurs en cols blancs et le personnel de direction. En revanche, deux tiers des délégués à la conférence des travailleurs des dépôts et des ateliers étaient bolcheviks, le restant des socialistes révolutionnaires de gauche. Il n'y avait qu'une poignée de mencheviks internationalistes.

////

C'est dans le sillage des Journées de juillet qui les travailleurs furent contraints d'affronter directement les implications de leur isolation croissante vis-à-vis de l'intelligentsia. Les 3 et 4 juillet, les travailleurs industriels de Petrograd, aux côtés de certaines unités de la garnison locale, marchèrent en direction du palais de Tauride en manifestation pacifique avec pour objectif de faire pression sur le Comité exécutif central (CEC) des soviets, qui était alors composé majoritairement de mencheviks et de SR (Socialiste révolutionnaire), pour qu'il mette un terme au gouvernement de coalition avec les représentants desclasses possédantes et prenne le pouvoir de son initiative. En d'autres termes, qu'il forme un gouvernement des soviets, au sein duquel seuls les travailleurs, les soldats et les paysans seraient représentés. Mais une chose impensable se produisit: non seulement la direction menchevique et SR refusa de tenir compte de la volonté des travailleurs, mais elle se tint à distance lorsque le gouvernement, au sein duquel ces deux partis étaient représentés, lança une vague de répression contre les travailleurs, les bolcheviks et d'autres socialistes de gauche opposés au gouvernement de coalition. Le ministre de l'intérieur, directement responsable de cette politique, n'était autre que le dirigeant menchevique I. G. Tsereteli.

Jusqu'à ce moment, les travailleurs radicalisés pensaient en termes de transfert pacifique du pouvoir aux soviets. C'était possible car les soviets bénéficiaient de l'allégeance des soldats. Mais le refus des dirigeants du CEC des soviets de prendre le pouvoir et leur détermination à adopter des mesures répressives contre les travailleurs modifia profondément la donne. Cela força, entre autres, les travailleurs à faire face à la perspective d'une prise du pouvoir au moyen d'une insurrection armée. Cela signifia également que le nouveau gouvernement ne jouirait même pas du soutien de l'intelligentsia de gauche, dont les connaissances et compétences étaient plus que nécessaires pour administrer l'économie et l'appareil d'Etat du pays.

Cette perspective préoccupa profondément les travailleurs. Cela apparut clairement lors de

la conférence des comités de fabrique de Petrograd des 10-12 août 1917. Le consensus général lors de cette conférence était que l'industrie se dirigeait rapidement vers un effondrement total, facilité par le sabotage des industriels – qui comptaient sur le chômage de masse pour affaiblir le mouvement des travailleurs – et par le gouvernement provisoire qui, sous pression des industriels, refusa de prendre des mesures contre l'aggravation de la dislocation économique. Les délégués étaient toujours plus conscients de la perspective probable qu'ils devraient prendre en charge l'économie, une chose qu'ils n'imaginaient pas lors de la révolution de Février, qu'ils considéraient en termes purement libéral-démocratique, et non socialistes.

L'un des délégués présent à la conférence résuma ainsi la situation: *«nous devons exercer toute notre énergie à cette lutte* [préparer notre propre appareil économique pour le moment de l'effondrement de l'économie capitaliste]. *En particulier parce que les contradictions de classe sont toujours plus apparentes et que l'intelligentsia nous quitte, nous devons compter sur nos forces et prendre toute notre organisation entre nos mains des travailleurs»*[23]. Les délégués n'étaient que trop conscients de l'énorme difficulté de la tâche. *«Dans tous les rapports»*, observait l'un d'entre eux, *«comme un fil rouge, court le cri du manque de personnes* [instruites]*»*[24]. *«Le tsarisme a tout fait pour nous laisser sans préparation»*, se lamentait un autre délégué, *«et naturellement, partout, autant dans les organes économiques que politiques, nous manquons de personnes* [instruites]*»*[25].

Comment devaient-ils agir dans ces circonstances? Sedov, un délégué menchevique, affirma qu'il ne pouvait être question que les travailleurs prennent eux-mêmes le pouvoir :

> «Nous sommes seuls. Peu de travailleurs sont capables de comprendre les questions d'Etat et d'exercer un contrôle. Il est nécessaire d'organiser des cours sur les affaires gouvernementales et sur le contrôle de la production. Si nous prenons le pouvoir, les masses nous crucifierons. La bourgeoisie est organisée et dispose d'une masse de personnes expérimentées. Cela n'est pas notre cas. Nous ne serons donc pas en position de garder le pouvoir[26]. »

La majorité des délégués à la conférence ne partagèrent toutefois pas cette opinion. Leur position fut exprimée par un délégué de l'Usine de téléphones sans fil et de télégraphes :

> «La bourgeoisie connaît ses intérêts mieux que les partis petits-bourgeois [mencheviks et SR]. La bourgeoisie comprend parfaitement la situation et s'est exprimée très clairement par la bouche de Riabouchinski[27], qui a déclaré qu'ils attendraient jusqu'à ce que la faim nous prenne à la gorge et détruise tout ce que nous avons obtenu. Mais alors qu'ils nous saisiront à la gorge, nous nous battrons et nous ne soustrairons pas du combat[28].»

Inlassablement, les délégués s'exhortèrent les uns les autres d'abandonner la vieille habitude des travailleurs de compter sur l'intelligentsia.

> «La classe ouvrière a toujours été isolée. Elle doit toujours mener seule sa politique. Mais dans une révolution, la classe ouvrière est l'avant-garde. Elle doit mener les autres classes, y compris la paysannerie. Tout dépend de l'activité des travailleurs dans différentes organisations, commissions, etc., au sein desquelles

> nous devons former une majorité de travailleurs. Face à la famine qui approche, nous devons opposer l'activité des masses. Nous devons nous débarrasser de l'esprit slave de paresse et dégager ensemble un chemin dans la forêt qui conduira la classe ouvrière au socialisme[29].»

Lorsque l'un d'entre eux suggéra que le nombre de groupes de travail soit limité, en raison de la complexité des questions à discuter et de la pénurie de «forces actives», S. P. Voskov, un menuisier de l'usine de fusils de Sestroretsk, rétorqua :

> «L'absence des *intelligenty* n'empêche en rien le travail des sections. Il est grand temps que les travailleurs renoncent à la mauvaise habitude de regarder derrière eux vers l'*intelligenty*. Tous les participants à cette conférence doivent rejoindre l'une ou l'autre section et y travailler de façon autonome[30]. »

En réalité, les pires craintes de ces travailleurs se matérialisèrent en octobre 17. Les mencheviks et les SR [de droite] quittèrent le Congrès des soviets qui élut un gouvernement des soviets, soit le principe même – un gouvernement responsable devant les soviets – qu'ils rejetaient. Le personnel technique et administratif moyen et supérieur de l'Etat et des institutions bancaires, ainsi que les médecins et les enseignants se mirent en grève[31]. Dans les usines, le personnel technique et administratif supérieur refusa également de reconnaître le nouveau gouvernement ou de coopérer sur le contrôle ouvrier[32]. L'ampleur de l'hostilité de l'intelligentsia de gauche envers l'insurrection d'octobre et le gouvernement des soviets – qui n'avait pas d'équivalent, même parmi les travailleurs les plus conservateurs – s'exprime avec force dans la résolution suivante, adoptée par le Bureau exécutif du groupe socialiste des ingénieurs, fin octobre 1917 :

> «Une bande d'utopistes et de démagogues, exploitant la fatigue des travailleurs et des soldats, exploitant l'attrait utopique de la révolution sociale, par la tromperie et la diffamation délibérée du gouvernement provisoire, a entraîné derrière elle des masses ignorantes et, contre la volonté de la majorité du peuple russe, à la veille de l'Assemblée constituante, ils ont pris le pouvoir dans les capitales et dans certaines villes de Russie.
>
> A l'aide d'arrestations, de la violence contre la liberté de parole et de la presse, avec l'aide de la terreur, une bande d'usurpateurs tente de se maintenir au pouvoir. Le Bureau du groupe socialiste des ingénieurs, protestant avec vigueur contre cette prise de pouvoir, contre l'arrestation de Kerenski, contre les meurtres et la violence, contre la fermeture de journaux, contre les persécutions et la terreur, déclare que les actes commis par ces usurpateurs n'ont rien en commun avec les idéaux socialistes et qu'ils anéantissent la liberté conquise par le peuple […] De véritables socialistes ne peuvent apporter le moindre soutien aux usurpateurs du pouvoir ni à ceux qui ne rompent fermement et catégoriquement avec eux[33].»

Les travailleurs manuels et en cols blancs des échelons inférieurs des institutions gouvernementales et financières refusèrent de participer aux grèves et condamnèrent les employés supérieurs pour cela. Après la révolution d'Octobre, le gouvernement des soviets ordonna la dissolution de la Douma de Petrograd (l'assemblée municipale) lorsqu'elle

refusa de reconnaître le nouveau régime. Il organisa de nouvelles élections, qui furent boycottées par tous les partis à l'exception des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche. Lorsque la nouvelle Douma se réunit, son président, M. I. Kalinin, rapporta que les employés*intelligentnye* de la Douma *«manquaient clairement de respect lorsque* […]*j'ai tenté de leur parler, et qu'ils manifestèrent leur intention de résister. Les travailleurs municipaux et les cols blancs des échelons inférieurs étaient toutefois heureux du transfert de pouvoir aux travailleurs»*[34].

Alexandre Blok fut l'une des rares figures littéraires de l'ancienne génération qui embrassa la révolution d'Octobre. Écrivant au cours de l'hiver qui suivit la révolution d'Octobre, il fit ainsi le portrait de l'état d'esprit de l'intelligentsia :

> «La Russie périt», la Russie n'est plus», «que la Russie repose en paix», telles sont les paroles que j'entends répéter autour de moi. […] Qu'imaginiez-vous donc? Que la révolution était une idylle? Que l'acte créateur ne détruisait rien en chemin? Que le peuple était sage comme une image? […]
>
> Les meilleurs disent: «Notre peuple nous a déçus»; ils se font mordants, arrogants et rageurs, ils ne voient autour d'eux que goujaterie et bestialité (alors que l'homme est là, tout près), et vont jusqu'à dire: «Il n'y a jamais eu de révolution»; ceux qui n'en finissaient pas de haïr le tsarisme sont prêts à se jeter dans ses bras, pourvu qu'ils oublient ce qui se passe; les «défaitistes»[35] d'hier vitupèrent «l'emprise allemande»[36], ceux qui se disaient: «internationalistes» pleurent maintenant la «Sainte Russie»; les athées font brûler des cierges et prient pour la défaite de l'ennemi intérieur et extérieur.
>
> Nous avons coupé la branche sur laquelle nous étions assis? Quelle pitoyable situation: nous avons avec une volupté toute perfide glissé quelques copeaux secs, quelques bûchettes dans le tas de souches humides et gonflées par la neige et la pluie; et lorsque soudainement la flamme a jailli, se déployant jusqu'au ciel comme un drapeau, tout le monde s'est mis à courir et à crier: «Au feu! Au feu!»[37].

Les travailleurs ne franchirent pas d'un cœur léger la dernière étape de la prise du pouvoir en octobre 1917. En réalité, la plupart d'entre eux, bien que souhaitant désespérément le pouvoir des soviets, hésitèrent et temporisèrent avant «l'action» (*vystuplenie*). L'insurrection fut l'acte d'une minorité décisive de travailleurs, ceux qui étaient membres ou proches du parti bolchevik (seulement dans la capitale, le parti comptait dans ses rangs 30'000 travailleurs). Lorsqu'ils forcèrent la décision, l'écrasante majorité des autres travailleurs apportèrent leur soutien. Même à ce moment-là, les travailleurs étaient préoccupés par leur isolement politique. Dans les jours qui suivirent l'insurrection, un soutien large des travailleurs, y compris dans les rangs du parti bolchevik, s'exprima en faveur de la formation d'un «gouvernement socialiste homogène», c'est-à-dire **une coalition** de tous les partis socialistes, de gauche comme de droite.

Les négociations visant à former un tel gouvernement, entreprises sous les auspices du Comité exécutif panrusse du syndicat des cheminots [Vikzhel], alors dirigé par des mencheviks-internationalistes (mencheviks de gauche), échouèrent toutefois, car les mencheviks modérés et les SR, ainsi que ceux qui se trouvaient à leur droite, refusèrent de participer à un gouvernement responsable uniquement, ou principalement, devant les

soviets. Un tel gouvernement serait composé en majorité de bolcheviks, dans la mesure où ils étaient majoritaires au récent Congrès des soviets. Derrière ce refus résidait la conviction des socialistes modérés que, sans le soutien de la bourgeoisie, la révolution serait vouée à l'échec. Lié à cet aspect s'ajoutait la crainte que le gouvernement, dirigé par les bolcheviks, dont la base était ouvrière, entreprenne des «expérimentations socialistes».

Lorsque les discussions échouèrent, précisément sur la question de la responsabilité devant les soviets, les SR de gauche décidèrent de participer au gouvernement des soviets en coalition avec les bolcheviks. Leur journal faisait remarquer que *«même si nous étions parvenus à la formation d'un "gouvernement homogène", cela aurait été, en réalité, une coalition avec la partie la plus radicale de la bourgeoisie»*[38]. Mais les mencheviks-internationalistes, l'aile gauche du parti menchevik qui prit bientôt la tête du parti, refusa de suivre les SR de gauche. Dans un article portant le titre «2×2=5», l'économiste menchevik-internationaliste V. L. Bazarov exprima son irritation devant ce qu'il considérait comme une confusion des travailleurs: ils appelaient à la formation d'une coalition de tous les socialistes, mais ils voulaient une coalition qui soit responsable devant les soviets.

> «[…] On adopte des résolutions qui exigent immédiatement la constitution d'un gouvernement démocratique sur la base d'un accord de tous les partis socialistes et [dans le même temps] une reconnaissance de l'actuel TsIK [CEC des soviets des députés de travailleurs et soldats, élu lors du récent Congrès des soviets, largement bolchevik] comme étant l'organe devant lequel le gouvernement doit être responsable […]. Mais, actuellement, un gouvernement purement soviétique ne peut être que bolchevique. Chaque jour qui passe rend plus clair le fait que les bolcheviks ne peuvent gouverner: les décrets se succèdent à la chaîne et ne peuvent être mis en pratique […] Ainsi, même si ce que les bolcheviks déclarent est vrai, soit que les masses ne sont pas derrière les partis socialistes, qu'ils sont purement composés d'intellectuels […] alors même, de larges concessions seraient nécessaires. Le prolétariat ne peut diriger sans l'intelligentsia […] Le TsIK doit être seulement l'une des institutions devant laquelle le gouvernement est responsable[39].

Les mencheviks-internationalistes partageaient l'opinion des bolcheviks selon laquelle la bourgeoisie était fondamentalement contre-révolutionnaire. Toutefois, ils partageaient aussi la conviction de l'aile droite de leur propre parti qu'une Russie économiquement arriérée, très largement paysanne, ne disposait pas des conditions sociales et politiques favorables au socialisme. Par conséquent, alors que les mencheviks plus à droite, en parallèle aux SR, continuaient d'en appeler à une coalition avec les représentants de la bourgeoisie, les mencheviks-internationalistes soulignaient la nécessité d'au moins conserver le soutien des «couches moyennes» de la société, la petite-bourgeoise et surtout l'intelligentsia. Le problème, cependant, résidait dans le fait que cette dernière avait de manière écrasante pris le parti de la bourgeoisie. Il en résulta que les mencheviks de gauche furent condamnés à rester des spectateurs passifs de la révolution en cours.

En ce qui concerne les travailleurs eux-mêmes, lorsqu'il leur devint clair que la véritable question était celle d'un pouvoir des soviets ou une coalition renouvelée avec la bourgeoisie, sous une forme ou une autre, ils apportèrent leur soutien au gouvernement des soviets avant même que les SR de gauche décidèrent de s'y joindre. Lors d'une réunion, le 29 octobre, simultanément aux négociations visant à former un gouvernement de coalition de tous les partis socialistes, une assemblée générale des travailleurs des

chantiers navals Admiral'teiski lancèrent un appel à tous les travailleurs demandant :

> «indépendamment de votre couleur partisane, d'exercer une pression sur vos centres politiques afin d'aboutir à un accord immédiat de tous les partis, des bolcheviks jusqu'aux, y compris, socialistes-populaires ainsi qu'à la formation d'un gouvernement socialiste responsable devant le soviet des députés de travailleurs, soldats et paysans sur la base de la plate-forme suivante: proposition immédiate de paix. Transfert immédiat de la terre aux comités paysans. Contrôle ouvrier de la production. Convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée »[40].

C'était là un exemple de ce que Bazarov considérait comme relevant de la confusion politique des travailleurs: ils voulaient un gouvernement de coalition de tous les partis socialistes, mais ils voulaient également que ce gouvernement soit responsable devant les soviets. Une semaine plus tard, toutefois, après la rupture des négociations et alors que les bolcheviks restaient seuls au gouvernement, ces mêmes travailleurs décidèrent

> «de s'exprimer en faveur d'un pouvoir des soviets plein et entier, indivis, et contre la coalition avec les conciliateurs défensistes. Nous avons beaucoup sacrifié pour la révolution et nous sommes prêts, si cela était nécessaire, à de nouveaux sacrifices, mais nous n'abandonnerons pas le pouvoir à ceux contre lesquels il a été pris lors d'une bataille sanglante »[41].

Lorsque les SR de gauche décidèrent d'entrer au gouvernement, ayant abouti à la conclusion que «*même si nous étions parvenus à la formation d'un "gouvernement homogène", cela aurait été, en réalité, une coalition avec la partie la plus radicale de la bourgeoisie*»[42], les travailleurs soupirèrent collectivement de soulagement: l'unité était atteinte au moins «d'en bas», parmi les *nizy* [la plèbe], les SR de gauche étant principalement un parti paysan. Une assemblée de travailleurs de l'usine Poutilov déclara à cette occasion :

> «Nous, travailleurs, saluons comme un seul homme l'unification que nous désirons depuis longtemps et nous adressons nos salutations chaleureuses à nos camarades qui travaillent sur la plate-forme du deuxième Congrès panrusse des masses laborieuses de la paysannerie pauvre, des travailleurs et des soldats »[43].

La révolution d'Octobre, qui avait consacré la polarisation profonde qui existait déjà dans la société russe, vit le noyau de l'intelligentsia aux côtés des classes possédantes[44], ce qui restait de l'intelligentsia de gauche étant suspendu quelque part entre les deux. Les travailleurs répondirent à cette trahison perceptible avec amertume. Ainsi qu'écrivait le SR de gauche Levin :

> «Au moment où les chaînes bourgeoises de l'Etat sont brisées par le peuple, l'intelligentsia déserte le peuple. Ceux qui ont eu la bonne fortune de recevoir une éducation scientifique abandonnent le peuple, qui les ont portés sur leurs épaules épuisées et lacérées. Et, comme si cela ne suffisait pas, en s'en allant,

> ils se moquent de son impuissance, de son analphabétisme, de son incapacité à mener de grandes transformations sans douleur, d'aboutir à de grandes réalisations. Cette dérision est particulièrement amère pour le peuple. En son sein, croît instinctivement une haine envers les personnes instruites, envers l'intelligentsia »[45].

Le journal menchevik-internationaliste *Novaïa zhizn'* publia le rapport suivant, de Moscou, en décembre 1917 :

> «Si les traces extérieures de l'insurrection sont peu nombreuses, la division au sein de la population est, en fait, profonde. Lorsqu'ils ont enterré les soldats bolcheviks et la garde rouge [suite à la victoire de l'insurrection, plusieurs jours d'âpres combats] on ne pouvait y trouver, à ce que l'on m'a dit, un seul *intelligent* ou étudiant d'université ou de lycée au sein de cette procession grandiose. Et lors des funérailles des junkers [cadets de l'école d'officiers qui ont combattu pour défendre le gouvernement provisoire], on ne rencontrait dans la foule aucun travailleur, soldat ou plébéien. La composition de la manifestation en honneur de l'Assemblée constituante était similaire – les cinq soldats derrière la bannière de l'organisation militaire des SR ne faisaient que souligner l'absence de la garnison.
>
> L'abîme séparant les deux camps a pris de l'ampleur, à cause de la grève générale des employés municipaux: les enseignants des écoles municipales, le personnel supérieur des hôpitaux, les employés supérieurs des tramways, etc. Cette grève rend la tâche du gouvernement municipal bolchevik extrêmement ardue; pire encore, elle exacerbe la haine de la population *nizy* envers toute l'intelligentsia et la bourgeoisie. J'ai assisté à la scène suivante: un traminot forçant un lycéen hors de son tram: «ils vous enseignent bien, mais ils semblent qu'ils ne veulent pas enseigner à nos enfants !»
>
> La grève des écoles et des hôpitaux est vue par les *nizy* de la ville comme une lutte de la bourgeoisie et de l'intelligentsia contre les masses populaires[46].

Lorsque l'on tente de comprendre la position de l'intelligentsia, on doit d'abord se demander si la perception de «trahison» de la part des travailleurs avait une justification quelconque. Vu sous un autre angle, après tout, ce sont les travailleurs qui s'écartèrent de l'intelligentsia en optant pour une rupture avec les classes possédantes, abandonnant l'alliance nationale de toutes les classes qui avait été forgée en février.

Les raisons qui sous-tendaient la radicalisation ultérieure des travailleurs peuvent être résumées ainsi: sur la base de leur expérience, ils aboutirent à la conclusion que les classes possédantes étaient opposées aux objectifs populaires de la révolution de Février: la conclusion rapide d'une paix démocratique, la réforme agraire, la journée de travail de huit heures, la convocation d'une assemblée afin d'établir une république démocratique. Non seulement les classes possédantes bloquèrent la réalisation de ces objectifs (qui étaient purement démocratiques, en aucune façon socialistes), mais elles tentèrent d'écraser militairement les classes populaires. Cela fut amplement démontré par le soutien à peine masqué que le parti Kadet [Parti constitutionnel-démocrate] apporta au soulèvement du général Kornilov, fin août, ainsi que par l'opposition implacable des industriels à toute

mesure de l'Etat visant à empêcher l'effondrement économique qui approchait à grands pas.

Pour les travailleurs, l'insurrection d'octobre et l'établissement du pouvoir des soviets signifiait l'exclusion des classes possédantes de toute influence sur la politique de l'Etat. Octobre était avant tout un acte de défense de la révolution de Février, de ses conquêtes réelles et de ses promesses, face à l'hostilité active des classes possédantes. Alors que certains travailleurs voyaient effectivement en octobre le potentiel d'une transformation socialiste, **cela ne constituait à cette date en aucune mesure leur objectif principal**.

Sous cet éclairage, le sentiment de trahison que les travailleurs éprouvaient de la part de l'intelligentsia devient compréhensible. Ainsi que l'écrivait le journal menchevik-internationaliste (qui était hostile à la révolution d'Octobre):*«les travailleurs peuvent désormais demander aux médecins et enseignants en grève: "vous n'avez jamais fait grève contre le régime sous le tsar ou sous Goutchkov*[47]*.Pourquoi faites-vous grève maintenant, alors que le pouvoir est aux mains de personnes que nous reconnaissons comme étant nos dirigeants?"»*[48]. Même des mencheviks de gauche comme Iouli O. Martov, dont le dévouement à la cause ouvrière ne peut être mis en doute, avait le sentiment de se laver les mains plutôt que de faire *«ce qui semblait notre devoir – se tenir aux côtés de la classe ouvrière, même lorsque c'est faux… Cela est tragique. Car, après tout, l'ensemble du prolétariat se tient derrière Lénine et espère que le renversement produira une émancipation sociale – tout en réalisant que le prolétariat a défié toutes les forces antiprolétariennes»*[49].

Pourquoi donc l'intelligentsia «fuya», ainsi que le perçurent les travailleurs? Ecrivant au sujet des populistes, l'historien Oliver Radkey offre l'explication suivante :

> «Dans le creux de la révolution un grand nombre sont devenus fonctionnaires ou participèrent à l'action sociale des *zemstvos* et des municipalités, comme fonctionnaires des sociétés coopératives, où la routine quotidienne et les perspectives engendrées par ces activités étaient mortelles à l'esprit révolutionnaire. D'autres sont entrés dans les professions. Tous devenaient plus âgés »[50].

Il semble toutefois improbable qu'une transformation sociale aussi profonde que l'intégration économique de l'intelligentsia à l'ordre existant ait pu se dérouler en l'espace d'une décennie. On doit s'interroger, en outre, sur la façon dont les intellectuels socialistes gagnaient leur vie avant la défaite de la révolution de 1905, dans la mesure où ils ne pouvaient avoir été tous des des activistes professionnels ou des étudiants affamés. Si la génération de 1905 vieillissait, qu'en était-il des étudiants de 1917, dont la majorité était également hostile à la révolution d'Octobre? Le menchevik A. N. Potresov, qui se situait à l'extrême droite de son parti, observait en mai 1918: *«en février* [1917]*, nous avons assisté à la joie commune des étudiants et des petits-bourgeois. En octobre, étudiants et bourgeois étaient devenus synonymes »*[51].

Une explication plus raisonnable de la «fuite de l'intelligentsia» doit être cherchée dans la polarisation de classe de la société russe, qui émergea dans toute son ampleur au cours de la révolution de 1905, lorsque la bourgeoisie, effrayée par l'activisme des travailleurs dans la défense de leurs revendications sociales, en particulier la journée de huit heures, et

attirée par les concessions politiques très limitées offertes par une autocratie ébranlée, se tourna contre les mouvements des travailleurs et des paysans, en particulier lors de l'organisation par les industriels, à l'automne 1905, aux côtés de l'Etat, d'un lockout massif des travailleurs de Petrograd qui luttaient pour les huit heures[52]. Lorsque le mouvement ouvrier se rétablit de la défaite de cette révolution, en 1912-14, leurs grèves mirent en avant immédiatement autant des revendications politiques dirigées contre l'autocratie que des revendications économiques adressées aux industriels. De leur côté, les industriels collaborèrent étroitement avec la police tsariste pour entraver les actions politiques et économiques des travailleurs ainsi que pour réprimer leurs activistes[53].

C'est au cours de la période d'avant-guerre que les bolcheviks devinrent la force politique hégémonique au sein du prolétariat. Ce qui distinguait la fraction bolchevique de la social-démocratie des mencheviks était son appréciation de la bourgeoisie, y compris de son aile de gauche, libérale, comme étant fondamentalement opposée à la révolution démocratique. Les mencheviks, de leur côté, considéraient qu'il était crucial que la bourgeoisie dirige cette révolution. Les paysans, dont Lénine suggérait qu'ils soient des alliés des travailleurs, étaient, de l'avis des mencheviks, dans l'incapacité de fournir une direction politique nationale. Si ce rôle n'échouait pas à la bourgeoisie, elle tomberait nécessairement aux mains des travailleurs. Mais les travailleurs à la tête d'un gouvernement révolutionnaire adopteraient inévitablement des mesures qui saperaient les droits de propriété bourgeois. Ils se lanceraient dans des «expériences socialistes» qui, dans les conditions arriérées de la Russie, se révéleraient désastreuses, conduisant inévitablement à la défaite de la révolution. Par conséquent, avant-guerre les mencheviks appelaient en vain les travailleurs à modérer leur «pression gréviste»: ils ne voulaient pas effrayer les libéraux qui se distanciaient toujours plus du régime autocratique pourri, mais pouvaient prendre peur de la révolution.

Ainsi que nous l'avons vu, l'intelligentsia de gauche embrassa la position des mencheviks et des SR et non celle des bolcheviks et des travailleurs. Ils affirmaient qu'une révolution menée par les travailleurs, dans un pays rural arriéré, serait inévitablement écrasée. L'épisode suivant, raconté dans les mémoires d'un métallurgiste de Petrograd, illustre la division qui existait entre les travailleurs et les intellectuels de gauche.

M. Gordienko, un métallurgiste et militant bolchevik, en compagnie de deux camarades qui, comme lui, étaient originaires de Nijni Novgorod, ville d'origine de Maxime Gorki, décidèrent de rendre visite à ce dernier, leur*zemlyak*(compatriote) : *«se peut-il qu'A.M. Gorki se soit complétement éloigné de nous?»* s'interrogeaient-ils. En 1918, Gorki était l'éditeur du journal menchevik-internationaliste *Novaïa zhizn'*, qui était violemment critique du nouveau régime soviétique, attaquant en particulier son incompétence, résultat, de l'avis du journal, de la mise à l'écart de l'intelligentsia. Ce qui rendait en particulier furieux les travailleurs était le fait que les éditeurs du journal critiquaient le gouvernement tout en se tenant à distance et en refusant de s'impliquer dans l'amélioration les choses. Lors de la conférence des comités de fabrique de Petrograd, en février 1918, par exemple, l'un des délégués s'exprima avec amertume au sujet de *«l'intelligentsia saboteuse du* Novaïa zhizn' *de Gorky, qui sont occupés à critiquer le gouvernement bolchevique alors qu'ils ne faisaient rien pour alléger le fardeau de ce gouvernement»*[54].

Au domicile de Gorki, la conversation vira rapidement aux questions politiques :

> «Alekseï Maksimovitch, [Pechov, dit Maxime Gorki] perdu dans ses pensées, dit: «c'est difficile pour vous les gars, très dur.»

– Mais vous, Alekseï Maksimovitch, vous ne rendez pas les choses plus simples, lui ai-je lancé.

– Non seulement il ne nous aide pas, mais il mine nos efforts, ajouta Ivan Tchougourine.

– Eh, les gars, les gars, vous êtes formidables. Je suis désolé pour vous. Vous devez comprendre que vous êtes un grain de sable dans cette mer, non, dans cet océan de forces élémentaires paysannes petites-bourgeoises. Combien y en a-t-il comme vous, d'aussi fermes bolcheviks? Une poignée. En réalité, vous êtes comme une goutte d'huile dans cet océan, une fine pellicule qu'une simple brise peut déchirer.

– Vous avez tort, Alekseï Maksimovitch. Venez visiter notre quartier de Vyborg et vous verrez. Là où il y avait 600 bolcheviks, il y en a maintenant des milliers.

– Des milliers, mais mal dégrossis, va-nu-pieds; et dans d'autres villes il n'y a même pas ça.

– La même chose, Alekseï Maksimovitch, se produit dans d'autres villes et villages. Partout la lutte de classes s'intensifie.

– C'est pour ça que je vous aime, pour votre foi solide. Mais c'est aussi pour ça que je vous crains. Vous périrez, et puis tout sera rejeté plusieurs centaines d'années en arrière. La perspective est effrayante.»

Quelques semaines plus tard, les trois revinrent et trouvèrent N. N. Soukhanov et D. A. Desnitski à l'appartement de Gorki. Les deux étaient également des intellectuels mencheviks de gauche et éditeurs de la *Novaïa zhizn'*.

«Une fois de plus, Alekseï Maksimovitch évoqua l'océan petit-bourgeois. Il était affligé que, nous, de vieux militants bolcheviks de la clandestinité étions si peu, que le parti soit si jeune et inexpérimenté […]. Soukhanov et Lopata [autre nom de Desnitski] affirmèrent que seul un fou pouvait parler de révolution prolétarienne dans un pays aussi arriéré que la Russie. Nous protestâmes avec force. Nous répondîmes que derrière l'écran d'une démocratie panrusse[55], ils défendaient la dictature de la bourgeoisie […].

«Pendant cet échange, Alekseï Maksimovitch est allé à la fenêtre qui donnait sur la rue. Très vite, il est revenu vers moi, il me prit par la manche et m'amena à la fenêtre. «Regarde», dit-il avec colère et du ressentiment dans la voix. Ce que je vis était effectivement scandaleux. Près d'un parterre de fleurs, sur une pelouse bien tondue, un groupe de soldats était assis. Ils mangeaient du hareng et jetaient leurs déchets dans le parterre de fleurs.

«Et à la Maison du peuple, c'est la même chose[56]: on cire les planchers, on a placé des crachoirs dans les coins et à côté des colonnes, mais regardez ce qu'ils font», se lamenta Maria Fiodorovna [l'épouse de Gorki], qui était en charge de la Maison du peuple.

«Et c'est avec des gens comme ça que les bolcheviks comptent mener une

révolution socialiste», ajouta Lopata, du sarcasme dans la voix. «Vous devez d'abord enseigner, éduquer le peuple puis ensuite faire une révolution».

«Et qui va les former et les éduquer? La bourgeoisie?» demanda l'un d'entre nous.

«Et comment allez-vous vous y prendre» demanda Alekseï Maksimovitch, qui maintenant souriait.

«Nous voulons le faire différemment», répondis-je. «Tout d'abord, renverser la bourgeoisie, puis éduquer le peuple. Nous construirons des écoles, des clubs, des maisons du peuple […].»

«Mais ce n'est pas réalisable», déclara Lopata.

«Cela n'est pas réalisable pour vous; pour nous ça l'est», répondis-je.

«Eh bien, peut-être que ces diables le feront?» dit Alekseï Maksimovitch.

«Nous le ferons pour de bon», l'un d'entre nous répliqua, «et cela sera pire pour vous.»

«Oho! Vous menacez. Comment cela sera-t-il pire pour nous?» demanda en riant Alexeï Maksimovitch.

«De cette façon: avec ou sans vous, nous ferons ce que nous avons à faire sous la direction d'Ilitch [Lénine], et alors ils vous demanderont: où étiez-vous et que faisiez-vous lorsque nous traversions un moment si difficile »[57].

Lénine donne une description étonnamment similaire d'*«une conversation avec un riche ingénieur peu de temps avant les journées de juillet* [1917]».

«Cet ingénieur avait été à un moment donné un révolutionnaire; il avait été membre du parti social-démocrate et même du Parti bolchevik. Aujourd'hui, il n'est plus que terreur, que haine contre les ouvriers déchaînés et indomptables. Si encore, dit-il (lui qui est un homme cultivé, qui a été à l'étranger), c'étaient des ouvriers comme le sont les ouvriers allemands; je comprends, certes, qu'en général la révolution sociale est inévitable ; mais chez nous, avec l'abaissement du niveau des ouvriers que la guerre a causé[58]… ce n'est pas une révolution, c'est un abîme.»

«Il serait prêt à reconnaître la révolution sociale, si l'histoire y conduisait avec autant de calme, de tranquillité, de régularité, d'exactitude, qu'un express allemand entre en gare. Très digne, le conducteur ouvre les portières des wagons et annonce «Terminus: Révolution sociale. *Alle aussteigen* (tout le monde descend)!» Alors pourquoi ne passerait-il pas de la situation d'ingénieur sous le règne des Tit Titytch[59] à la situation d'ingénieur sous le règne des organisations ouvrières.

«Cet homme a vu des grèves. Il sait quelle tempête de passions déchaîne toujours, même dans les périodes les plus calmes, la plus ordinaire des grèves. Il

> comprend, bien sûr, combien de millions de fois plus forte cette tempête doit être, quand la lutte de classe a soulevé tous les travailleurs d'un immense pays, quand la guerre et l'exploitation ont conduit au bord du désespoir des millions d'hommes que les propriétaires faisaient souffrir depuis des siècles, que les capitalistes et les fonctionnaires du tsar dépouillaient et brimaient depuis des dizaines d'années. Tout cela il le comprend «en théorie», il ne le reconnaît que du bout des lèvres, il est simplement épouvanté par la «situation exceptionnellement complexe»[60].

Soukhanov donnait une explication similaire à la position des mencheviks de gauche :

> «Nous étions opposés à la coalition et à la bourgeoisie, aux côtés des bolcheviks. Nous n'avons pas fusionné avec eux en raison de certains aspects de la créativité positive des bolcheviques [propos ironique de Soukhanov], de même parce que leurs méthodes de propagande nous révélaient la face odieuse à venir du bolchevisme. Il s'agissait d'une force élémentaire [*stikhiya*] petite-bourgeoise, débridée et anarchiste qui n'a été éliminée du bolchevisme qu'une fois qu'il n'eut plus les masses derrière lui »[61].

La crainte de la*stikhiya*, de la paysannerie avant tout, fut un aspect important du menchevisme. Il contribue à expliquer le rejet de la révolution d'Octobre par ce parti et son insistance à établir une coalition avec les libéraux et, en cas d'échec, avec le «reste de la démocratie», en particulier l'intelligentsia.

Mais si la préoccupation de l'intelligentsia de gauche sur le caractère insuffisant du développement de la culture politique et de la conscience des masses populaires avait sans aucun doute une base, on doit se demander comment leur décision de se tenir à distance de la lutte pouvait être justifiée, dans la mesure où la révolution allait de toute façon de l'avant. Dans les conditions d'une profonde polarisation entre les classes, l'alternative au gouvernement des soviets défendue par l'intelligentsia, l'intelligentsia de gauche comprise, ne fut jamais claire, et encore moins aux yeux des travailleurs. En réalité, il n'y avait pas d'alternative, à part la défaite de la révolution. Ainsi que le déclara un travailleur bolchevik à une conférence de délégués des travailleurs et de l'Armée rouge, en mai 1918 : *« On nous accuse d'avoir semé la guerre civile. Mais c'est là une grande erreur, si ce n'est un mensonge* […] *Nous n'avons pas inventé les intérêts de classe. C'est une question qui existe dans la vie, un fait, devant lequel nous devons tous nous incliner»*[62]. C'est la raison pour laquelle, en dépit des privations terribles et des excès de la guerre civile, les travailleurs et les paysans, certains plus activement que d'autres, continuèrent à soutenir le régime des soviets.

La préoccupation de Gorki au sujet des masses incultes, politiquement non éclairées, était sans doute sincère. Mais la révolution allait de l'avant avec ou sans l'intelligentsia. Face à cela, il était plus sensé d'y prendre une part active afin d'en faciliter la voie et de tenter d'en limiter les excès. Certains intellectuels, bien sûr, firent ce choix. Un certain Brik, une figure culturelle à Petrograd, écrivit ceci, début décembre 1917, à la *Novaïa zhizn'* :

> «A ma grande surprise, je me suis retrouvé sur la liste électorale bolchevique aux élections de la Douma municipale. Je ne suis pas bolchevik et suis opposé à

> leur politique culturelle. Mais je ne peux laisser les choses se poursuivre ainsi. Cela serait un désastre si les travailleurs étaient laissés à eux-mêmes pour définir une politique. Je vais par conséquent agir – mais sans discipline [extérieure]. Ceux qui refusent d'agir et attendent que la contre-révolution restaure la culture sont aveugles »[63].

En décembre 1917, un nouveau Syndicat internationaliste des enseignants fut formé, après que certains enseignants décidèrent de rompre avec le Syndicat panrusse des enseignants sur la question de la grève [contre le gouvernement bolchevique]. La nouvelle organisation déclara qu'il était*«inadmissible que les écoles soient utilisées comme arme politique»*et lancèrent un appel aux enseignants de coopérer avec le régime afin de créer une nouvelle école socialiste[64].

B. Stankevitch, membre du Parti socialiste-populaire (populiste de droite) et commissaire militaire à l'époque du gouvernement provisoire, prit une position similaire dans une lettre adressée à ses «amis politiques», rédigée en février ou mars 1918 :

> «Nous devons comprendre que désormais les forces élémentaires du peuple sont du côté du nouveau gouvernement. Deux voies s'offrent à nous: poursuivre la lutte implacable pour le pouvoir ou adopter une action pacifique, constructive, d'opposition loyale […].
>
> «Les anciens partis [du gouvernement provisoire] peuvent-ils prétendre qu'ils ont désormais tant d'expérience qu'ils peuvent assumer la gestion du pays, une tâche devenue encore plus difficile? Il n'existe, en substance, aucun programme que nous puissions opposer à celui des bolcheviks. Et une lutte sans programme ne vaut guère mieux que les aventures des généraux mexicains. Et même s'il était possible d'élaborer un programme, nous devons comprendre que nous manquons de forces pour le réaliser. Car, pour renverser le bolchevisme, sinon dans la forme, mais dans les faits, l'union de toutes les forces – des socialistes révolutionnaires à l'extrême droite – serait nécessaire. Et même alors, les bolcheviks se révéleront les plus forts […].
>
> «Il reste une autre voie : celle d'un front populaire unifié, un travail national unifié, une création commune […]. Qu'en sera-t-il de demain? La poursuite de la tentative aventureuse, en substance sans but et sans signification, d'arracher le pouvoir? Ou travailler avec le peuple pour accomplir une œuvre réalisable afin de contribuer à la résolution des difficultés auxquelles fait face la Russie, uni dans une lutte pacifique pour des principes politiques éternels, pour jeter des fondations véritablement démocratiques au gouvernement du pays ! »[65].

La question est que la position adoptée par la majorité de l'intelligentsia ne semble pas s'accorder avec les raisons qu'elle avançait à ce propos. Cela nous amène à nous interroger s'il n'y avait pas d'autres raisons. Il semble que, dans le fond, la majorité de l'intelligentsia socialiste s'est révélée n'être que*«la fraction la plus radicale de la bourgeoisie»*, ainsi que tranchait le journal SR de gauche. Tant que la tâche de la révolution consistait à renverser l'autocratie semi-féodale, à établir une démocratie libérale, ils pouvaient soutenir et même encourager le mouvement populaire. Mais lorsqu'il apparut – et c'était déjà le cas lors de la révolution de 1905 – que, dans les conditions russes, la révolution se transformerait en une

lutte contre la bourgeoisie elle-même ainsi que contre l'ordre social bourgeois, l'intelligentsia de gauche sentit le sol trembler sous ses pieds.

Ils eurent l'impression que leur position dans la société était menacée. Ils jouissaient, malgré tout, de certains privilèges, au moins en termes de statut et de prestige, parfois même de revenus et d'autonomie professionnelle. Ces privilèges, ainsi qu'une peur et une méfiance authentiques envers les masses «débridées» et «incultes», les liaient, à défaut de l'ordre politique, à l'ordre social existant (capitaliste).

Avec le recul, on peut bien sûr être tenté d'affirmer que l'intelligentsia de gauche avait raison. Après tout, l'un des thèmes principaux de Lénine au cours des dernières années de sa vie était le besoin urgent d'accroître le niveau culturel des gens. Cet aspect, en particulier celui de la culture politique au sein de la paysannerie, laquelle constituait l'immense majorité de la population, fut un facteur central dans la montée au pouvoir de la bureaucratie sous la direction de Staline. On doit toutefois se demander si l'intelligentsia, en raison de la position hostile qu'elle adopta contre la révolution d'Octobre, ne contribua pas elle-même à cette issue.

Traduction par Sébastien Abbet pour le site *À l'Encontre*.

Une première version de cet article a été publiée en 1981 dans le numéro 14 de la revue *Critique*, p. 68-87, revue animée par Hillel Ticktin. L'article initial a été revu et augmenté pour publication dans une revue brésilienne, en 2017.

références

références

⇧**1** Cité dans S.P. Melgunov, *The Bolshevik Seizure of Power,* (ABC-CAO : 1972), p. 90. [La citation en anglais utilise le verbe *to manage*, qui veut aussi dire «administrer», «gérer». On pourrait donc traduire également par: «comment allez-vous gérer, administrer – le pays – sans l'intelligentsia?]

⇧**2** Intelligentsia «démocratique» ou «socialiste» par opposition à «intelligentsia bourgeoise». Des figures comme Pavel N. Milioukov, *professeur* d'histoire et dirigeant du parti Kadet, un parti libéral qui, en 1917, occupera une place hégémonique au sein des classes possédantes (aussi désignée par le qualificatif de «société censitaire»). «L'intelligentsia démocratique» désignait les sympathisants des classes populaires (travailleurs et paysans), partisans des divers partis socialistes. Dans la terminologie de la gauche russe de l'époque, ils faisaient partie de la «démocratie révolutionnaire», aux côtés des travailleurs et des paysans.

⇧**3** K. Bazilevich, *Professional'noe dvizhenie rabotnikov sviazi* (Moscou: 1927), p. 33.

⇧**4** *Znamia truda,* (17 décembre 1917).

⇧**5** *Volia naroda,* (6 novembre 1917). Sorokin était le secrétaire personnel de Kerenski. Après son exil aux Etats-Unis, il deviendra l'un des pontes de la sociologie universitaire américaine.

⇧**6** M. Shatz et J. Zimmerman, ed., Vekhy, Routeledge, N.Y. , 1994.

⇧**7** O. Radkey, *The Sickle under the Hammer,* (New York, Columbia University Press: 1963), p. 469-470. Voir aussi la *Znamia truda,* (15 novembre 1917), sur la manière dont l'intelligentsia populiste tendit, contrairement aux travailleurs, à adopter une position défensiste au cours de la guerre.

⇧8 L.M. Kleinbort, *Ocherki rabochei intelligentsii*, Petrograd, 1923, p. 176-177.

⇧9 L. H. Haimson, "The Problem of Social Stability in Urban Russia, 1905-1917", in M. Cherniavsky, *The structure of Russian History,* (New York; Random House: 1970), p. 346.

⇧10 A. S. Shliapnikov, *Kanun semnadisatovo goda,* (Moscou-Petrograd: 1923), p. 9.

⇧11 K. Orlov, *Zhizn'rabochego revoliutsionnera. Ot 1905 k 1917 g*., (Leningrad: 1925), p. 29.

⇧12 A. Martsionovskii, *Zapiski revoliutsionnera-bol'shevika,* (Saratov, 1923), p. 89. C'était là l'appréciation de Martsionovskii. En réalité, au moins dans la capitale, des étudiants jouèrent un rôle qui n'était pas insignifiant au cours de la période 1912-14, en particulier dans sa première phase (voire, par exemple, l'article de E.E. Kurze's article *in Istoria rabochikh leningrada,* vol. I, (Leningrad: 1972, p. 419)). Mais cela n'est pas comparable, même vaguement, avec leur rôle en 1905 ou au sein du mouvement de libération antérieur. En tout cas, en ce qui concerne l'intelligentsia dans son ensemble, le tableau dressé par Martsionovskii est correct.

⇧13 V.B. Stankevich, un socialiste populaire (gauche modérée) écrivit au sujet des classes possédantes de cette période: «*officiellement, elles célébraient et bénissaient la révolution, criant des "hourrahs" en l'honneur des combattants de la liberté, arborant des rubans et défilant autour de bannières rouges. Tout le monde disait "nous", "notre" révolution, "notre" victoire, "notre" liberté. Mais, dans le creux de leur cœur, dans les conversations intimes, ils étaient terrifiés, ils frémissaient et se sentaient captifs d'un milieu fondamental hostile qui se dirigeait vers une destination inconnue»,* V.B. Stankevich, Vospominaniya 1914-1919, Leningrad, 1926., p. 33.

⇧14 *Novaïa zhizn'*, 18 octobre 1917.

⇧15 *Ibid.*, 4 janvier 1918.

⇧16 O. Radkey, *op. cit.*, p. 159.

⇧17 *Vtoraia i tret'ia obshchegorodskie konferentsii bol'shevikov v iule i sentiabre 1917g.*, (Moscou-Leningrad: 1927), p. 28.

⇧18 *Shestoi vserossiiskii s'ezd RSDRP(b). Protokoly,* (Moscow, 195 8), 45.

⇧19 Voir *Perepiska sekretariata TseKa RSDRP(b) s metsnymy organizatsiamy, mart-oktiabr'1917*(Moscow : 1957, *passim*).

⇧20 *Rabochaia gazeta,* 20 juin 1917.

⇧21 *Nakanune Oktiabr'skovo vooruzhennovo vosstania v Petrograde,* (Moscou: 1957), p. 152.

⇧22 *Znamia truda,* (17 novembre 1917).

⇧23 Oktiabr'skaia revoliutsia i fabzavkomy, Moscou, 1927, vol I, p.189.

⇧24 *Op. cit.*, p. 188.

⇧25 *Ibid.*

⇧26 *Op. cit.*, p. 208.

⇧27 P. P. Riabouchinski était un important banquier et industriel, considéré comme se situant sur l'aile gauche de sa classe. Toutefois, dans un discours tenu en août 1917 devant des représentants des milieux d'affaires, il attaqua violemment les soviets déclarant que la «longue main osseuse de la faim» devra probablement saisir les faux amis du peuple, «les membres de divers comités et des soviets» afin de leur faire reprendre leurs esprits (*Ekonomicheskoe polozhenie Rossii nakanune Velikoi Oktiabr'skoi sotialisticheskoi revoliutsii*, vol. 1, Moscou, 1957, p. 200-201.). A gauche et dans les cercles de travailleurs plus généralement, cette déclaration a été perçue comme une admission ouverte que les industriels menaient un lockout rampant, caché, fermant les usines et engendrant un chômage de masse afin d'écraser militairement un mouvement ouvrier affaibli. Riabouchinksi devint donc l'incarnation du*kapitalist-lokautchik* au sein de la gauche et dans les milieux ouvriers.

⇧**28** *Oktiabr'skaia revoliutsia i fabzavkomy*, vol. 1, p. 208.

⇧**29** *Ibid.*, p. 206.

⇧**30** *Ibid.*, p. 167

⇧**31** *Novaïa zhizn'*, 13 novembre, 8, 22 et 30 décembre 1917.

⇧**32** *Zaniatia pervoi moskovskoi oblastnoi konferentsii,* (Moscow: 1918), p. 47-48, cité in N. Lampert,*The Technical Intelligentsia in the Soviet Union 1926-1935,* thèse de doctorat, C.R.E.E.S., University of Birmingham, U.K.: 1976, p. 19.

⇧**33** A.L. Popov, *Oktiabr'skii perevorot,* (Petrograd: 1919), p. 364.

⇧**34** *Novaia zhizn*, December 5, 1917. See also *Oktiabr'skoe vooruzhennoe vosstanie v Petrograde,*(Moscou: 1957), *368*, p. 514-75; et C. *Volin, Deiatel' nost' men' shevikov v profsoiuzakh pri sovetskoi vlasti, Inter-University Project on the History of Menshevism,* paper n° 13, 28 octobre 1962, p. 28.

⇧**35** C'est-à-dire ceux qui considéraient que la défaite de la guerre comme un facteur stimulant la révolution.

⇧**36** Référence au traité de Brest-Litovsk de mars 1918 aux termes duquel de larges portions de l'ancien empire russe furent cédées à l'Allemagne en échange de la fin de la guerre.

⇧**37** *Znamia truda*, 18 janvier 1918 [nous reproduisons la traduction publiée sur ce site, ndt francophone]. Le roman peu connu, mais bien écrit, de V. V. Versaev publié pour la première fois en 1924 et intitulé *V tupike*, sur la guerre civile en Crimée, fournit un portrait frappant de similitude sur les perspectives politiques de l'intelligentsia de gauche.

⇧**38** *Znamia truda*, 8 novembre 1917.

⇧**39** *Novaïa zhizn'*, 4 novembre 1917 ».

⇧**40** Tsentral'nyi gosudarstvennyi arkhiv Sankt-Peterburga, opis' 9, fond 2, delo 11, list 45.

⇧**41** *Ibid.*

⇧**42** *Znamia truda*, 8 novembre 1917.

⇧**43** *Ibid.*

⇧**44** La définition que donne Pitirim Sorokin, en novembre 1917, des «forces créatives» de la société – qu'il oppose à la «pseudo-démocratie» – est frappant: *«maintenant, doivent arriver sur la scène, d'un côté, l'intelligentsia, le porteur de l'intelligence et de la conscience, et, de l'autre, l'authentique* [!] *démocratie, le mouvement des coopératives, les doumas et zemstvos de Russie et le village conscient* [!]*. Leur temps est arrivé»* (*Volia naroda*, 6 novembre 1917). L'absence des soldats et des travailleurs est manifeste. De même que, bien entendu, les villages «inconscients», les paysans qui soutenaient les SR de gauche et les bolcheviks. Toutes les organisations mentionnées étaient encore dominées par des socialistes modérés et des Kadets et ne disposaient pas de soutien politique massif.

⇧**45** *Znamia truda*, 17 décembre 1917.

⇧**46** *Novaïa zhizn'*, 12 décembre 1917.

⇧**47** N. I. Goutchkov, important industriel russe et président de la quatrième Douma d'Etat.

⇧**48** *Novaïa zhizn',* 6 décembre 1917. Ce n'était en réalité pas tout à fait exact. En 1905, l'intelligentsia, organisée au sein de l'Union des unions, participa au mouvement de grève de l'automne. Mais ce fut la première et la dernière fois. Elle n'apporta pas de soutien actif aux immenses mouvements de grève de la période 1912-1914 ainsi qu'en 1915-16.

⇧**49** L.H. Haimson, *The Mensheviks,* (Chicago: 1975), p. 102-103. Les mencheviks, en tant que parti, réorientèrent leur position suite à la révolution allemande de novembre 1918 et adoptèrent une position d'opposition loyale au gouvernement des soviets.

⇧**50** Radkey. op. cit., p. 469-470.

⇧**51** *Znamia bor'by,* May 21, 1918.

⇧**52** Ia. A. Shuster, *Peterburgski rabochie v* 1905-1907 gg., (Leningrad: 1976), p. 166-168.

⇧**53** "The Workers' Movement after Lena," in L. H. Haimson, Russia's Revolutionary Experience, N.Y., Columbia University Press, 2005, p. 109-229.

⇧**54** *Novaïa zhizn'*, 27 janvier 1918.

⇧**55** La position menchevik-internationaliste était que la base politique du gouvernement devait être élargie de façon à inclure toute la «démocratie». Ce terme fut toujours vague mais il se rapportait aux couches moyennes de la société, en particulier à l'intelligentsia.

⇧**56** Edifice au sein duquel se tenaient des réunions populaires et des événements culturels.

⇧**57** I. Gordienko, *Iz boevovo proshlovo,* (Moscou: 1957), p. 98-101.

⇧**58** Référence à l'afflux de paysans dans les usines d'armement en expansion.

⇧**59** Tit Titytch était un riche marchand despotique dans une pièce d'Alexandre Ostrovski (1823-1886).

⇧**60** V.I. Lenin, *Polnoe sobranie sochinenii,* 5th ed., (Moscow, 1962), vol. 34, 321-322. [Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir?]

⇧**61** Sukhanov, *op. cit.,* vol. 6, p. 192.

⇧**62** *Pervaya konferentsiya rabochikh I krasngvardveiskikh deputatov 1-go gorodksovo raiona*, Petrgorad, 1918, p. 248.

⇧**63** *Novaïa zhizn'*, 5 décembre 1917.

⇧**64** *Ibid.*, 6, 9 et 13 décembre 1917. Le roman de Veresaev mentionné à la note 37 présente des exemples de cette position ainsi que de la seconde, adoptée par la majorité de l'intelligentsia de gauche.

⇧**65** I.V. Orlov, "Dva puti pered nimi," Istoricheskii arkhiv, 1997, n° 4, p. 77-80.